

Un conseil : soyez sages !

« **Présidence de la violence et de l'hypocrisie** » voilà comment a été accueilli Emmanuel Macron hier à La Haye par des manifestant·e·s alors qu'il s'apprêtait à prononcer un discours sur l'avenir de l'Europe. Le Président de la République ne peut plus se déplacer tranquillement en France, pas plus que dans le reste du monde. Son autoritarisme n'est compris que par les régimes totalitaires. **Dès que nous sommes rentré·e·s dans cet affrontement social**, nous l'avions affirmé que c'était aussi un enjeu de société qui était sur la table avec cette loi injuste, brutale et injustifiée. **Notre colère ne va pas s'évaporer, notre combat ne va pas s'arrêter !**

Fabius doit censurer, Borne doit retirer !

Avec sa puissance, son unité et sa popularité, ce **mouvement social historique**, entamé il y a trois mois, a riposté à chaque manœuvre des institutions.

La rue, les grèves reconductibles, les actions de blocages, les initiatives citoyennes ... ont mis sous pression les représentant·e·s du Parlement, ce qui a obligé le pouvoir à utiliser l'outil anti-démocratique du 49-3. La révolte sociale s'est alors amplifiée et durcie dans le pays.

La situation sociale et politique générale est un élément qui sera incontestablement pris en compte par le Conseil Constitutionnel dont les membres – *n'oublions pas* - sont désigné·e·s par le président de la République, celui de l'Assemblée nationale et du Sénat. Alors que cette institution est un énième placard bien doré et bien caché, cette fois-ci les « Sages » vont être les arbitres de cette contre-réforme rejetée par une très grande majorité de la population. **Son illégitimité est reconnue sur beaucoup d'aspects et ce depuis plusieurs semaines ; il est l'heure de la censurer totalement.**

Le pays est révolté, on ne s'arrêtera pas !

Il est évident que la fin de semaine peut faire rentrer notre mobilisation dans une nouvelle séquence. La pression va monter ces prochaines heures. Pendant deux jours, les foules vont retourner dans les rues, les actions interprofessionnelles vont se multiplier les 13 et 14 avril et la grève sera encore forte dans de nombreux secteurs. Les conflits locaux sur les salaires et la lame de fond interprofessionnelle sur les retraites convergent de jour en jour : **ce cocktail social fait trembler davantage le patronat.**

L'intersyndicale nationale se rencontrera à l'issue du verdict du Conseil Constitutionnel. Pour la fédération SUD-Rail, elle devra proposer d'autres échéances de mobilisation à la hauteur de la situation et du rapport de forces dans le pays. En parallèle, la grève, avec son élargissement et son adaptation, ne doit pas être abandonnée dans tous les secteurs. Dans les territoires, les actions de blocage doivent se durcir encore plus significativement ; les cheminotes et cheminots doivent y prendre toute leur place. **Nous ne devons rien nous interdire et continuer à s'appuyer sur tous les aspects de cette lutte. Macron a déjà perdu, nous n'avons pas encore définitivement gagné !**



Pas de retrait, pas de pause sociale !